



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
LIMITÉE

E/1999/L.50  
28 juillet 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1999  
Genève, 5-30 juillet 1999  
Point 7 a) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES À LA COORDINATION ET AU PROGRAMME, ET AUTRES QUESTIONS :  
RAPPORTS DES ORGANES DE COORDINATION

Projet de résolution présenté par le Vice-Président  
du Conseil, M. Makarim Wibisono (Indonésie),  
sur la base de consultations officielles

Rapport du Comité du programme et de la coordination  
sur les travaux de sa trente-neuvième session

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Comité du programme et de la coordination  
sur les travaux de sa trente-neuvième session 1/,

1. Prend acte du rapport du Comité du programme et de la coordination  
sur les travaux de sa trente-neuvième session;

**I**

**Amélioration des méthodes de travail et des procédures  
du Comité du programme et de la coordination**

2. Se félicite de l'effort fait pour améliorer les méthodes de  
travail et les procédures du Comité du programme et de la coordination et prie  
le Comité de prendre des mesures pour continuer dans cette voie;

---

1/ A/54/16.

3. Prie instamment le Comité du programme et de la coordination, compte tenu de l'importance de ses travaux dans les domaines de la coordination, de la programmation, de la planification et de l'évaluation, de fixer les dates de sa session de printemps de telle sorte que son rapport puisse être disponible bien avant la session de fond du Conseil, afin de lui permettre de consacrer suffisamment de temps à son examen;

## II

### Planification des programmes

4. Souligne de nouveau l'importance des fonctions de planification, de programmation et de coordination exercées par le Comité du programme et de la coordination conformément à son mandat et compte tenu de la nécessité permanente d'améliorer l'efficacité et la productivité du système des Nations Unies;

5. Réaffirme que l'efficacité des instruments dont dispose le Comité pour s'acquitter de ses fonctions, notamment les évaluations approfondies et les examens triennaux de l'application de ses recommandations y relatives, les rapports d'ensemble annuels du Comité administratif de coordination, les mécanismes du budget-programme et les plans à moyen terme, devrait continuer à être améliorée;

6. Invite les organes intergouvernementaux spécialisés, ainsi que le Conseil économique et social et les Grandes Commissions de l'Assemblée générale, à faire figurer dans leur programme de travail un point consacré à la planification des programmes, afin d'examiner le projet de plan à moyen terme et ses révisions;

## III

### Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001

7. Prend note de l'amélioration de la structure du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 et de sa présentation dans les délais prescrits au Comité du programme et de la coordination;

8. Note que le montant général des ressources était inférieur à celui indiqué dans le projet d'esquisse budgétaire;

9. Note une tendance à puiser de plus en plus dans les fonds extrabudgétaires pour des activités qui devraient être financées au moyen du budget ordinaire;

IV

**Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination**

10. Prend acte du rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1998 2/;

V

**Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du Nouvel  
Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique  
dans les années 90**

11. Prend acte du rapport intérimaire du Secrétaire général 3/ et des résultats obtenus par l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90;

12. Invite le Comité administratif de coordination à envisager d'élargir la couverture des pays et des groupes de régions prioritaires pour faire suite à l'engagement pris à l'origine dans le Nouvel Ordre du jour;

13. Prend note de la contribution des fonds, programmes et organismes des Nations Unies et, en particulier, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au suivi du Nouvel Ordre du jour et recommande qu'ils continuent de jouer leur rôle important dans l'aide accordée aux pays africains à cet égard;

14. Se félicite du resserrement de la collaboration entre le Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés, la Commission économique pour l'Afrique et le secrétariat de l'Initiative spéciale et prie le Secrétaire général de veiller à ce que ces entités travaillent en étroite liaison en vue d'harmoniser les différentes initiatives concernant l'Afrique, et de renforcer les liens et les éléments communs entre elles;

VI

**Rapport du Corps commun d'inspection**

15. Souscrit à la recommandation du Comité du programme et de la coordination tendant à ce que le Secrétaire général obtienne au plus vite les observations du Comité administratif de coordination pour que le Comité

---

2/ E/1999/48.

3/ A/54/133-E/1999/79.

du programme et de la coordination puisse examiner comme il convient les rapports du Corps commun d'inspection et à ce que le Secrétaire général prenne des mesures concrètes pour veiller à l'application intégrale des recommandations figurant dans les rapports du Corps commun d'inspection qui ont été approuvées par l'Assemblée générale.

-----